

Analyse financière des organisations philanthropiques belges

Édition n°2

Introduction | 2

États financiers
2014 | 3

Évolution
2013 - 2014 | 7

Commentaires | 10

Conclusion | 12





| Autisme Limburg asbl-vzw

| Enfance Tiers-Monde asbl - Kinderen Derde Wereld vzw

| Les Fauteuils Volants asbl-vzw

□ Introduction

Des données
contrôlées
présentées en
toute transparence
suivant un
modèle uniforme
adapté au secteur
associatif.

Depuis 2005, Donorinfo traite et centralise des informations objectives et contrôlées sur des organisations philanthropiques belges qui aident les personnes dans le besoin. La plateforme donorinfo.be est un outil destiné aux personnes dont la solidarité se double d'une exigence de contrôle et de transparence. Grâce à notre expertise, nous créons des liens solides entre des donateurs vigilants et plus de 240 asbl, ong et fondations qui agissent pour le développement d'une société plus juste, plus humaine et plus solidaire.

Une initiative privée, indépendante et gratuite

Donorinfo est né d'une initiative privée destinée à combler un vide en matière d'information objective et de qualité sur le secteur associatif en Belgique. Le caractère indépendant de Donorinfo est assuré par un financement exclusivement sur fonds propres sans recours aux dons privés, subsides publics, sponsoring ou autres cotisations. Tous les services rendus par Donorinfo sont gratuits tant pour les utilisateurs du site que pour les organisations philanthropiques qui y sont répertoriées. Ce modèle est unique en Belgique.

Une garantie de contrôle et de transparence

| Contrôle : toutes nos données financières sont soumises à des contrôles indépendants réalisés avant la publication sur donorinfo.be.

| Transparence : pour des comparaisons aisées, nos données contrôlées sont présentées en toute transparence suivant un modèle uniforme adapté au secteur associatif.

| Actualité : le site donorinfo.be est actualisé chaque jour afin que les données financières les plus récentes y soient toujours publiées dans les meilleurs délais.

| Réalité : l'équipe de Donorinfo visite les organisations répertoriées sur donorinfo.be. Une manière concrète de les connaître et de témoigner de la réalité de leur travail de terrain.

États financiers 2014

Univers de référence 241 organisations philanthropiques en ligne au 31/12/2015 sur donorinfo.be

Fin 2015, 241 organisations philanthropiques belges étaient en ligne sur donorinfo.be avec leurs comptes annuels 2014 dûment contrôlés.

59% des moyens financiers sont issus de contributions privées de particuliers ou d'entreprises.

Toutes apportent une aide concrète à des personnes dans le besoin, font un appel explicite aux dons privés, fournissent des comptes annuels détaillés et contrôlés, marquent leur accord sur les fiches établies et publiées par Donorinfo.

Les fiches Donorinfo présentent des informations narratives et financières sur chaque organisation philanthropique, suivant un canevas uniforme et clair pour le grand public. Le modèle financier de Donorinfo, largement inspiré du schéma synthétique de la Banque Nationale de Belgique (BNB), offre un niveau de détail adapté à la réalité du secteur associatif et aux besoins d'information des donateurs. Chaque organisation est classée par secteur(s) d'activité et type(s) de bénéficiaire, ce qui permet d'obtenir une analyse sectorielle précise pour chaque rubrique financière.

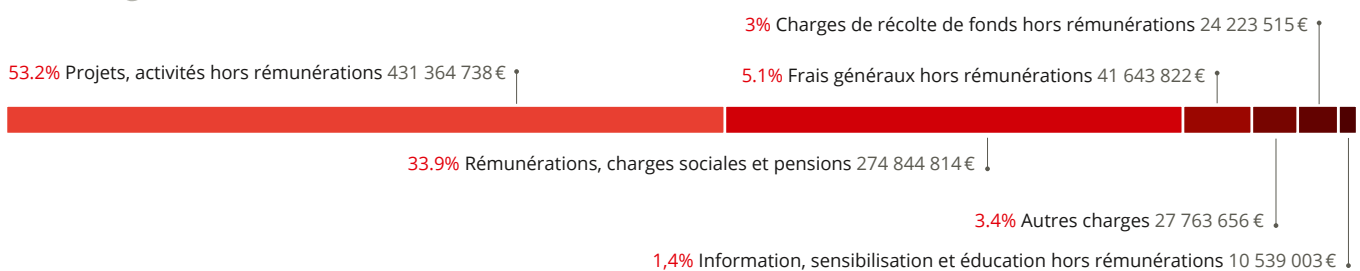
Grâce à sa base de données, Donorinfo est en mesure de fournir une image précise de la santé financière du secteur associatif et d'en suivre l'évolution continue.

Le secteur privé au chevet de l'associatif

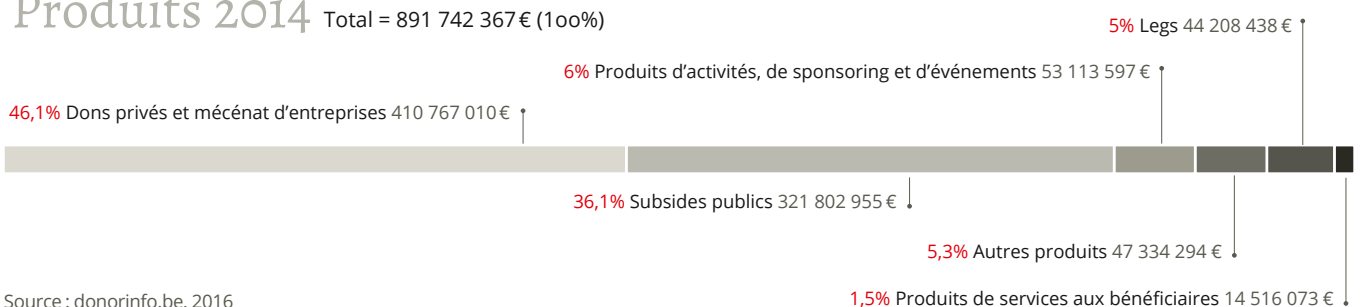
L'analyse des comptes annuels 2014 des organisations philanthropiques en ligne sur donorinfo.be révèle que 53 % des dépenses du secteur sont consacrées aux activités concrètes d'aide aux personnes dans le besoin et 34 % aux salaires du personnel. 59 % des moyens financiers sont issus de contributions privées (particuliers ou entreprises)¹ et 36 % de subsides publics.

¹ Dons privés, mécénat d'entreprise, legs, produits d'activités ou de services aux bénéficiaires.

Charges 2014 Total = 810 379 549 € (100%)



Produits 2014 Total = 891 742 367 € (100%)





| ACDA asbl-vzw

**63 %
du budget total
associatif 2014
a été alloué à des
organisations qui
luttent contre la
pauvreté dans le
tiers-monde,
26% à l'action
sociale en
Belgique.**

Au 31/12/2014, ces organisations employaient 4 692 travailleurs équivalents temps plein (ETP) et s'appuyaient sur un réseau de 48 002 volontaires.

Le modèle financier évolue sensiblement en fonction de la taille et du secteur d'activité des organisations. Les très petites associations sont très peu subsidiées, les plus grandes comptent encore sur les subsides publics, notamment pour couvrir leurs frais structurels (salaires et frais de fonctionnement).

Ces chiffres, globalisés par secteur d'activité et type de bénéficiaires, ne reflètent pas la réalité de chaque organisation philanthropique. Cette information est disponible sur les fiches financières en ligne sur donorinfo.be.

Soutien record aux crises humanitaires internationales

Dans son rapport de synthèse 2015², le Global Humanitarian Assistance Programme décrit avec précision les différents défis posés en 2014 à l'aide humanitaire mondiale: épidémie de virus Ebola, conflit en Irak, intensification des situations d'urgence et crises prolongées en Syrie et au Soudan du Sud. Avec pour conséquence une augmentation record de l'aide humanitaire internationale.

En Belgique, le phénomène se confirme avec 63 % du budget total associatif 2014 qui a été alloué à des organisations qui luttent contre la pauvreté dans le tiers-monde et 44 % à l'urgence humanitaire internationale. Ces secteurs sont financés à plus de 70 % par des dons de particuliers ou d'entreprises.

Des causes proches qui font recette

Le secteur de l'action sociale globale en Belgique (accueil, guidance, accompagnement des personnes dans le besoin) recueille 26 % des produits 2014 suivant un modèle hybride entre 54 % de subsides publics et 41 % de financements privés.

Le secteur de la santé et de la recherche scientifique récolte 21 % de l'ensemble des produits 2014, principalement des contributions privées dont la moitié est versée à sept organismes actifs dans la recherche médicale et scientifique.

Le secteur de la formation professionnelle et du transfert de compétence recueille 17 % du budget total 2014, suivant un modèle de financement relativement diversifié entre subsides publics (55 %) et financements privés (33 %).

² Publié le 18/06/2015 sur le site www.globalhumanitarianassistance.org.

Part des rubriques financières vs total charges et produits 2014	N	Activités et sensibilisation du public	Frais de fonctionnement et rémunérations	Charges 2014	Financements privés	Financements publics	Produits 2014
Par secteur d'activité		%	%	€	%	%	€
Accueil et hébergement	35	20	74	81 983 774	30	66	82 506 992
Action sociale globale	95	33	62	234 881 102	41	54	232 695 343
Activités récréatives	53	45	49	72 520 802	59	36	74 296 330
Aide au développement global	25	66	32	83 145 321	40	57	84 322 290
Enseignement - soutien scolaire	65	59	37	100 190 528	60	35	97 869 940
Formation professionnelle, transfert de compétences	54	45	49	149 888 792	33	55	151 316 053
Logement	15	48	45	43 916 538	58	35	38 887 707
Non-violence, paix, droits de l'Homme	23	62	36	67 085 279	62	32	65 152 189
Santé, recherche scientifique	50	55	41	184 349 446	49	39	190 021 194
Sécurité alimentaire	26	62	35	74 811 835	43	53	71 672 997
Urgence humanitaire	5	80	18	320 948 305	82	16	393 409 652
Par type de bénéficiaire							
Agriculteurs (petits cultivateurs du Sud)	25	62	34	71 680 641	29	68	71 918 086
Associations de patients	23	58	40	52 691 764	77	15	56 455 365
Enfants hospitalisés	14	48	47	6 375 118	74	22	6 890 544
Femmes et jeunes-filles	42	64	33	75 953 470	49	45	74 136 759
Jeunesse	110	46	50	151 524 080	47	48	151 351 315
Pauvreté (quart-monde/Nord)	39	31	63	100 192 691	37	58	98 545 820
Pauvreté (tiers-monde/Sud)	91	75	22	488 888 729	71	26	565 444 468
Personnes âgées	9	13	85	11 154 894	24	74	11 425 193
Personnes handicapées	43	33	62	68 658 350	44	51	66 651 324
Sans papiers, demandeurs d'asile et réfugiés	24	70	28	344 582 549	76	21	417 936 085
Sans-abri	15	17	77	51 475 205	28	68	52 149 203
Par taille d'organisation							
Très petites organisations (0 ETP)	67	88	4	8 509 129	89	6	9 314 158
Petites organisations (0,1 à < 5 travailleurs ETP)	68	58	33	23 807 900	60	22	26 372 965
(Très) grandes organisations (> 5 travailleurs ETP)	106	57	40	778 062 520	58	37	856 055 244
TOTAL 2014 (en €)	241	466 127 256	316 488 637	810 379 549	522 605 118	321 802 955	891 742 367
TOTAL 2014 (en %)		58	39	100	59	36	100



| Welzijnzorg vzw-asbl



| Welcome Babbekot asbl-vzw

Des secteurs clefs de la vie en société et certains publics très vulnérables pèsent encore peu en regard du soutien accordé aux grandes causes plus traditionnelles.

La cohésion sociale en questions

Alors qu'il ressort de l'annuaire fédéral de pauvreté 2015³ que *la crise qui persiste et s'intensifie tant en Belgique qu'en Europe aggrave les problèmes actuels de la pauvreté et de l'exclusion sociale*, les associations qui luttent contre toutes formes d'inégalités sociales travaillent avec des moyens souvent ténus.

Pour preuve, dans le budget total associatif 2014:

| seuls 11 % sont consacrés aux associations qui luttent contre la grande pauvreté en Belgique⁴ et à l'enseignement.

| moins de 10 % vont aux structures d'accueil et d'hébergement, aux activités récréatives, à la non-violence_Paix_droits de l'Homme, à la sécurité alimentaire. Les principaux publics impactés sont les femmes et jeunes filles, les jeunes et les personnes handicapées.

| moins de 5 % vont aux quelques associations qui luttent pour l'accès au logement, qui aident les personnes âgées et les enfants hospitalisés.

Besoin de plus d'équité

Ventilation des financements privés et publics par secteur d'activité ou type de bénéficiaire	N	Financements privés %	Financements publics %
Pauvreté (tiers-monde/Sud)	91	77	45
Urgence humanitaire	5	62	19
Réfugiés (tiers-monde/Sud)	3	60	14
Action sociale globale	95	18	39
Santé, recherche scientifique	50	18	23
Jeunesse (tiers-monde/Sud)	57	11	7
Enseignement - soutien scolaire (tiers-monde/Sud)	49	10	6
Formation professionnelle, transfert de compétences	54	10	26
Activités récréatives	53	8	8
Associations de patients	23	8	3
Non-violence, paix, droits de l'Homme	23	8	7
Pauvreté (quart-monde/Nord)	39	7	18
Femmes et jeunes-filles	42	7	10
Sécurité alimentaire	26	6	12
Personnes handicapées	43	6	11
Accueil et hébergement	35	5	17
Logement	15	4	4
Agriculteurs (petits cultivateurs du Sud)	25	4	15
Sans-abri	15	3	11
Jeunesse en Belgique	53	2	16
Enseignement - soutien scolaire en Belgique	16	1	5
Enfants hospitalisés	14	1	0
Réfugiés en Belgique	21	1	14
Personnes âgées	9	1	3
TOTAL 2014 (100 %)	241	522 605 118 €	321 802 955 €

Source : donorinfo.be, 2016

NDLR: La somme des % n'est pas égale à 100 car des organisations peuvent être reprises dans plusieurs secteurs ou type de bénéficiaire.

La ventilation des financements entre les différents secteurs ou publics cible confirme que le portefeuille philanthropique du donateur privé belge est peu diversifié. De nombreux milieux associatifs, principalement actifs sur le territoire belge, restent encore peu soutenus par les dons privés. Les pouvoirs publics ventilent davantage leurs interventions, mais certains secteurs ou publics cible sont totalement négligés.

³ Publié le 24 mars 2015 sur le site du SPP Intégration Sociale à l'adresse: www.mi-is.be/be-fr

⁴ Les centres publics d'aide sociale ne sont pas répertoriés par Donorinfo.

Des secteurs clefs de la vie en société (logement, enseignement, de la non-violence_Paix_droits de l'Homme, activités récréatives) et certains publics très vulnérables (femmes et jeunes filles, personnes âgées, personnes handicapées, enfants hospitalisés, sans-abri) pèsent encore (très) peu en regard du soutien accordé aux grandes causes plus traditionnelles.

La situation du secteur de la jeunesse est symptomatique d'un manque d'équité dans la répartition des ressources. En 2014, seuls 13 % des financements privés ont été accordés à des organisations philanthropiques qui luttent pour l'application ou le respect des droits de l'enfant, pour réduire les inégalités et permettre aux jeunes de trouver leur place dans la société. À peine 2 % de ces fonds privés ont été destinés à des projets menés pour la jeunesse en Belgique.

La générosité
des donateurs
contraste avec le
désengagement
de l'État dans
le financement
global de
l'associatif.

Évolution 2013 – 2014

Univers de référence échantillon strictement identique de 223 organisations philanthropiques dont les comptes 2013 ET 2014 sont en ligne sur donorinfo.be.

Dans un contexte difficile, la générosité des donateurs contraste avec le désengagement de l'État dans le financement global de l'associatif. Les dons privés progressent de 19 % là où le budget de l'État augmente d'à peine 3 %.

La croissance du budget total 2014 des organisations répertoriées sur donorinfo.be a essentiellement permis de faire face à l'augmentation du coût des activités de terrain et des frais généraux.

Épinglons le recul des dépenses globales en matière d'information et de sensibilisation du grand public.

La réalité sectorielle se révèle plus complexe.

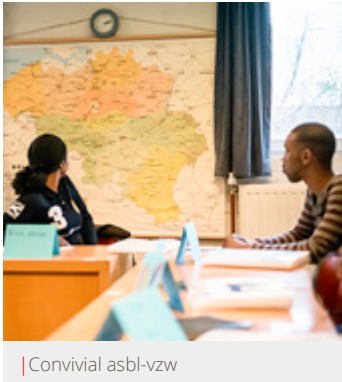
L'intensification et l'accroissement des crises internationales majeures ont impacté le budget global des secteurs de l'urgence humanitaire (+ 26 % de produits en 2014), l'aide aux réfugiés (+ 28 %) et aux personnes en situation de pauvreté dans le tiers-monde (+ 15 %).

Les associations de patients ont bénéficié d'une hausse de 14 % des moyens financiers privés.

Évolution 2013 - 2014	Total 2013 €	Total 2014 €	Evo.2013/2014 %	pdm 2013 %	pdm 2014 %
Projets, activités hors rémunérations (bnb 60/61)	385 675 697	423 856 138	9,9	53,7	56,1
Charges de récolte de fonds hors rémunérations (bnb 60/61)	23 320 981	23 641 061	1,4	3,2	3,1
Information, sensibilisation et éducation hors rémunérations (bnb 60/61)	11 307 484	10 348 454	-8,5	1,6	1,4
Frais généraux hors rémunérations (bnb 61)	37 116 761	39 268 085	5,8	5,2	5,2
Rémunérations, charges sociales et pensions (bnb 62)	235 150 401	233 606 564	-0,7	32,7	30,9
Total charges (bnb 60/67)	718 745 786	755 575 454	5,1	100	100
Dons privés et mécénat d'entreprises (bnb 73)	343 757 722	409 165 221	19,0	45,4	48,9
Legs (bnb 73)	40 762 649	43 672 906	7,1	5,4	5,2
Produits d'activités, de sponsoring ou d'évènements (bnb 70)	47 096 039	50 914 372	8,1	6,2	6,1
Produits de services aux bénéficiaires (bnb 70)	9 934 490	9 351 667	-5,9	1,3	1,1
Subsides publics (bnb 73)	271 278 910	278 472 013	2,7	35,8	33,3
Total produits (bnb 70/76)	756 913 475	836 647 128	10,5	100	100

Détail par rubrique	N	Activités et sensibilisation du public 2013	Activités et sensibilisation du public 2014	Frais de fonctionnement et rémunérations 2013	Frais de fonctionnement et rémunérations 2014
Par secteur d'activité		€	€	€	€
Accueil et hébergement	30	15 094 336	14 360 269	53 086 214	53 045 846
Action sociale globale (accompagnement, accueil, guidance)	84	69 608 401	70 781 536	103 044 286	103 033 689
Activités récréatives	48	26 632 911	31 778 512	31 343 932	30 813 899
Aide au développement global (agriculture, éducation, santé)	24	59 895 927	53 829 692	26 964 317	26 513 124
Enseignement, soutien scolaire	60	60 010 835	57 708 753	35 634 094	34 823 274
Formation professionnelle, transfert de compétences	49	68 926 326	66 334 639	72 323 353	71 647 312
Logement	14	22 725 133	20 853 011	17 235 798	17 454 692
Non violence, paix, droits de l'Homme	22	43 952 366	41 579 524	23 997 877	23 966 317
Santé et recherche scientifique	50	97 356 997	102 009 674	76 127 469	75 639 494
Sécurité alimentaire	26	50 449 518	46 193 304	28 095 203	25 836 228
Urgence humanitaire	5	216 013 194	256 851 174	56 156 748	58 521 195
Par type de bénéficiaire					
Agriculteurs (petits cultivateurs du Sud)	24	48 263 662	43 209 719	26 415 870	24 272 338
Associations de patients	22	24 504 725	30 141 455	18 203 027	18 762 062
Femmes et jeunes-filles	40	47 862 391	47 120 537	25 250 840	25 018 766
Jeunesse	103	70 356 302	68 360 363	74 312 916	74 262 771
Pauvreté (quart-monde/Nord)	35	29 600 009	27 092 193	31 964 304	32 659 257
Pauvreté (tiers-monde/Sud)	90	334 161 984	367 564 919	109 709 441	109 010 683
Personnes âgées	9	1 277 243	1 424 055	10 285 149	9 437 971
Personnes handicapées	38	21 692 123	20 394 180	34 389 534	34 037 427
Sans papiers, demandeurs d'asile et réfugiés	19	196 702 632	237 516 639	61 989 911	64 520 013
Sans-abri	13	4 993 234	4 803 482	8 778 374	9 228 056
Par taille d'organisation					
Très petites organisations (0 ETP)	64	7 440 911	7 467 008	355 361,46	314 811,98
Petites organisations (0,1 à < 5 travailleurs ETP)	63	12 909 696	12 385 319	6 876 839,71	7 307 658,33
(Très) grandes organisations (> 5 travailleurs ETP)	96	399 953 556	437 993 326	265 034 961	265 252 179
TOTAL COMPTES ANNUELS 2013/2014 (en €)	223	420 304 162	457 845 653	272 267 162	272 874 649
TOTAL COMPTES ANNUELS 2013/2014 (en %)		58%	61%	38%	36%

Charges 2013	Charges 2014	Financements privés 2013	Financements privés 2014	Financements publics 2013	Financements publics 2014	Produits 2013	Produits 2014
€	€	€	€	€	€	€	€
71 636 015	71 452 439	20 216 576	20 959 357	48 981 261	48 685 630	71 746 248	72 137 202
182 540 092	181 885 839	92 393 199	87 559 789	88 023 625	83 478 232	188 710 655	179 488 474
61 808 893	65 945 302	40 507 579	41 958 564	23 540 594	22 937 907	67 824 086	68 134 118
88 713 189	81 758 452	34 284 026	32 830 148	53 606 032	48 138 122	89 972 772	82 836 694
99 401 470	96 043 417	60 722 414	57 080 684	38 128 340	33 469 684	101 892 117	93 869 056
147 193 723	145 882 661	46 798 808	47 915 145	82 598 497	81 356 807	147 678 958	147 158 625
43 733 269	40 702 687	27 591 951	22 133 635	14 816 235	11 138 318	44 123 182	35 823 727
70 656 933	66 988 180	45 327 438	40 485 211	24 795 684	21 128 521	73 579 804	65 094 882
179 918 492	184 349 446	86 995 978	93 116 166	74 746 018	73 367 307	185 864 854	190 021 194
82 487 988	74 811 835	34 159 372	30 518 099	47 303 511	38 285 389	83 684 299	71 672 997
281 031 458	320 948 305	261 224 742	322 088 716	43 466 225	61 245 795	311 688 183	393 409 652
76 821 061	70 293 772	18 917 661	20 132 190	55 486 544	48 793 629	76 053 134	70 432 490
44 624 306	50 038 440	37 850 628	42 229 502	7 057 090	7 287 969	49 870 125	54 060 801
76 654 219	74 469 884	40 130 821	35 111 778	34 877 621	33 317 001	78 168 287	72 543 366
150 922 917	148 743 543	73 458 376	70 278 678	74 554 342	72 221 582	153 832 032	148 508 702
66 386 509	63 587 258	39 246 044	34 402 225	26 518 005	23 513 810	68 505 511	61 309 511
457 234 388	487 501 860	334 631 967	400 784 509	139 091 207	144 952 089	490 112 402	563 958 872
11 843 336	11 154 894	2 628 702	2 788 869	8 998 996	8 404 605	11 866 509	11 425 193
59 196 455	57 562 680	27 862 548	26 312 033	27 899 352	27 348 635	57 979 601	56 225 615
267 658 878	308 097 030	254 075 633	315 824 325	37 244 791	55 507 285	298 545 755	380 946 022
14 746 896	15 184 215	12 038 686	12 437 326	2 259 140	2 089 746	14 737 112	15 326 792
8 445 194,59	8 498 216	7 583 821	8 283 610,09	596 617	539 315	8 596 082	9 298 682
22 023 338,00	21 615 606	12 796 215	14 502 883,26	5 438 188	5 241 392	24 173 549	24 126 394
688 277 253	725 461 633	421 170 865	490 317 672	265 244 106	272 691 307	724 143 844	803 222 052
718 745 786	755 575 454	441 550 900	513 104 165	271 278 910	278 472 013	756 913 475	836 647 128
100%	100%	58%	61%	36%	33%	100%	100%



En 2016,
les donateurs
privés doivent
comprendre que
leur don peut
aussi servir à
financer une
partie du salaire
d'un travailleur
médico-social
en Belgique ou
ailleurs.

Dans certains secteurs, l'augmentation des dons privés en 2014 a permis de suppléer en partie à la diminution des subsides. C'est le cas des petites structures de moins de 5 travailleurs ETP (+13 % de financements privés), la santé et recherche scientifique (+ 7 %), les activités récréatives (+ 4 %), les sans-abri (+3 %). Il s'agit toutefois d'une diversification de type défensif puisqu'en 2014, les moyens financiers de la majorité de ces secteurs stagnent ou sont en recul par rapport à 2013.

Pour les autres milieux associatifs, le désengagement de l'État belge n'a pas été compensé par l'apport supplémentaire de financements privés.

Ainsi, les organisations actives dans le domaine du logement doivent composer avec une réduction globale de 19 % des moyens financiers entre 2013 et 2014. Autres secteurs sévèrement touchés : la sécurité alimentaire (-14 %), la défense des droits de l'Homme_non-violence_Paix (-12 %), la lutte contre la grande pauvreté en Belgique (-11 %), l'enseignement (-8 %), l'aide au développement global dans les pays du Sud (-8 %), l'aide aux femmes et jeunes filles vulnérables (-7 %), l'action sociale globale (-5 %), les personnes handicapées (-3 %).

La diminution des ressources financières de ces secteurs a eu un impact négatif sur les investissements en activités de terrain et, pour une majorité, dans l'information et la sensibilisation du public. En revanche, l'impact sur les dépenses en charges de récolte de fonds et les frais de fonctionnement est mitigé. À masse salariale identique, une majorité de secteurs peine à couvrir ses frais structurels avec les subsides publics engrangés.

□ Commentaires

« Dans un contexte de crise économique et sociale où des réalités complexes se juxtaposent, le vivre ensemble est fragilisé. Nombreux sont ceux qui, au quotidien, s'engagent pour répondre aux défis sociétaux d'aujourd'hui, redonner corps à la cohésion sociale et démontrer que modernité rime aussi avec solidarité. [...] les entrepreneurs sociaux sont de formidables vecteurs de cohésion sociale. »⁵

L'apparente croissance du budget total du secteur associatif belge masque une réalité sectorielle complexe et préoccupante. Exception faite des pics lors de situations d'urgence comme celles de l'Ebola ou des migrants, l'engagement financier de l'État belge a diminué dans quasi tous les secteurs de la vie associative. Quelques secteurs ont compensé ces baisses par un apport de financements privés. Les autres font face à une contraction de tous leurs financements avec un impact direct sur leurs activités de terrain, l'information du public et l'aide à certains bénéficiaires.

Faire évoluer les mentalités

Une tendance déjà constatée dans notre baromètre 2015 se confirme : le nombre croissant d'organisations philanthropiques qui peinent à couvrir les frais structurels avec l'argent public. Ces organisations éprouvent des difficultés à convaincre les bailleurs de fonds privés, plutôt orientés projets, de soutenir ces postes pourtant incontournables dans le processus de l'action sociale.

⁵ Extraits de l'éditorial de Frédéric Roussel, président de Convergences, publié dans le Baromètre de l'entreprenariat associatif 2015 sur le site www.mouves.org.

En 2016, les donateurs privés doivent comprendre que leur don peut aussi servir à financer une partie du salaire d'un travailleur médico-social, en Belgique ou ailleurs. C'est aussi une manière de soutenir le travail des professionnels de l'associatif. Sans ces dons privés, on pourrait voir diminuer les effectifs humains, et par là, les porteurs des projets sur le terrain. De nombreuses associations seraient contraintes de réduire ou d'abandonner leurs projets.

Une vision à long terme pour tous

« Il est parfois nécessaire de prendre une mesure à court terme avec une partie prenante pour survivre, mais les mesures à long terme sont nécessaires pour prospérer⁶. »

Faute de moyens pérennes, trop d'acteurs du monde associatif sont encore contraints de prendre des mesures à court terme face à des problématiques qui nécessitent une approche à long terme. Promouvoir une approche à moyen ou long terme de tous les partenaires (monde associatif, société civile, entreprises, monde politique), c'est agir pour renforcer l'impact social du travail des professionnels de l'associatif.

Informier le public sur les enjeux et les besoins à moyen et long terme des associations favorise une philanthropie plus ancrée dans la durée. Pour encourager cette démarche, à partir de 2016, Donorinfo présentera les besoins à moyen terme (3 ans) des associations répertoriées sur donorinfo.be.

Partager les compétences et optimiser les ressources

La crise des financements exacerbe la concurrence plutôt que la coopération entre les associations. La recherche permanente de financements nécessite pour toutes les organisations philanthropiques d'investir beaucoup de temps et parfois beaucoup d'argent dans des activités de collecte de fonds. Malgré l'émergence de nombreuses innovations (microdon, crowdfunding,...), les techniques de récolte de fonds restent très compétitives et peu accessibles aux petites associations.

Et pourtant, les nouvelles générations de philanthropes, défenseurs de l'altruisme efficace⁷, plaident pour un don raisonné basé sur une recherche préalable qui s'appuie sur des critères objectifs, vérifiables et mesurables.

C'est précisément ce que propose la plateforme donorinfo.be, depuis 2005.

En termes d'impact, il existe encore peu d'outils de mesure objectifs et indépendants. Pour être éligibles dans le cadre d'un subside, d'un mécénat ou d'un sponsoring, les organisations philanthropiques sont confrontées à de multiples screenings développés sur mesure par les bailleurs de fonds. Des initiatives voient le jour dans les milieux académiques et philanthropiques engagés pour développer des techniques de mesure d'impact social des investissements socialement responsables (impact investing).

En matière de mutualisation des moyens, des zones de coopération existent mais semblent encore peu exploitées. Le Groupement d'Intérêt Economique (GIE) a été introduit en droit belge par la loi du 17/07/1989. Peu d'organisations philanthropiques y ont recours. Pourtant, une mise en commun de certaines ressources humaines ou matérielles permettrait à davantage d'organisations de réduire leurs frais structurels et d'accéder à des produits ou services qu'une entité unique ne peut financer.

En 2016, Donorinfo encouragera les organisations philanthropiques à démarcher les bailleurs de fonds en utilisant davantage les outils gratuits et efficaces qu'elle met à leur disposition. Donorinfo s'inscrira aussi dans des démarches participatives qui rassemblent les acteurs de la philanthropie en Belgique pour permettre au secteur de se développer vers davantage de collaboration, de professionnalisme, de transparence et d'innovation.

Promouvoir
une approche à
moyen ou long
terme de tous
les partenaires,
c'est agir pour
renforcer l'impact
social du travail
des professionnels
de l'associatif.

⁶ « Une réflexion à long terme dans un monde à court terme », publié le 3 mars 2015 sur le site www.nbs.net/fr/ du Réseau Entreprise et Développement Durable.

⁷ Singer Peter, « The Most Good You Can Do: How effective Altruism is changing ideas about living ethically », Yale University Press, 7 avril 2015, 232 pages.



| DoucheFlux asbl-vzw

□ Conclusion

Droits d'auteur

Tous les textes, photos, illustrations et analyses qui proviennent du site www.donorinfo.be sont protégés par les droits d'auteur. Si vous souhaitez les reproduire ou les communiquer au public, sous quelque forme que ce soit, vous devez obtenir l'autorisation écrite et expresse de Donorinfo, sauf dans les cas prévus par la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins. Ainsi, vous avez par exemple le droit de reproduire des informations de notre site pour les utiliser dans le cadre privé ou familial. L'autorisation de reproduction peut être demandée à l'adresse info@donorinfo.be
Graphisme : Marmelade.be

Donorinfo,
fondation d'utilité publique

32, avenue de la Raquette
B-1150 Bruxelles
info@donorinfo.be
www.donorinfo.be

Contact Presse : Pascale Gonda
pascale@donorinfo.be
0499.77.81.01

Pour apporter de nouvelles perspectives humaines et sociales à nos sociétés, le monde associatif a besoin d'une collaboration durable et engagée de tous les acteurs de la société civile, des entreprises et du monde politique.

Or, comme le démontrent les chiffres centralisés sur donorinfo.be, les financements de nombreux secteurs associatifs sont en recul ou stagnent à des niveaux inférieurs au coût des structures. Des causes de grande proximité et des publics très vulnérables sont trop peu soutenus par les bailleurs de fonds privés ou publics.

Pourtant, quand ils sont correctement informés et outillés, **les donateurs peuvent décider d'investir en confiance et de manière plus équitable dans un nombre croissant de secteurs d'activité qui touchent des publics fragilisés.** La plateforme donorinfo.be leur fournit des outils d'aide à la décision, pour soutenir durablement des organisations qui répondent à des critères de transparence et de contrôle, traités par un organisme compétent et indépendant.

De son côté, l'État belge ne peut se contenter de limiter ses financements et compter sur la générosité de la société civile et des entreprises pour y suppléer. **Pour encourager les investissements des particuliers et des entreprises dans le monde associatif, la Belgique doit adopter une politique fiscale plus ambitieuse.** Donorinfo prône la défiscalisation totale du don des particuliers et des entreprises aux organisations philanthropiques qui répondent à des critères de transparence et de contrôle validés par des organismes indépendants.

Enfin, il nous semble que **les organisations philanthropiques devraient davantage coopérer pour défendre collectivement des niveaux de subsides qui couvrent tous leurs frais structurels et un cadre juridique adapté aux nouvelles logiques de mutualisation des ressources humaines et matérielles.**



En 2016, Donorinfo et ses partenaires s'engagent résolument dans la voie d'une philanthropie collaborative, axée sur le partage des compétences, du professionnalisme et des outils au service d'organisations qui agissent en toute transparence pour un progrès social et humain durable.